

du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

Arrêté n° R - 001056 du 24 septembre 2002 portant création du réseau mauritanien d'épidémiosurveillance des maladies animales (REMEMA).

Article 1^{er} : - Il est créé, sur l'ensemble du territoire national , un réseau de surveillance des maladies du bétail et de la faune sauvage, dénommé Réseau Mauritanien d'Epidémiosurveillance des Maladies Animales (MEMEMA)

Article 2: Le REMEMA a pour objectifs :

- permettre la détection précoce des foyers de maladies surveillées par le réseau ;
- fournir aux décideurs de la santé animale et de l'élevage, et la cas échéant de la santé humaine, des informations précises sur les maladies surveillées par le réseau, en terme de répartition géographique , de prévalence et d'incidence;
- doter la Mauritanie de l'instrument de surveillance nécessaire au respect de ses engagements internationaux .

Article 3

Le REMEMA est composé de:

- un Comité de pilotage ;
- une Unité centrale ;
- un réseau d'acteurs de terrain.

Article 4

Le Comité de pilotage est composé de :

Président: le Conseiller technique de l'élevage auprès du Ministre

Vice - Président: le Directeur de l'Elevage et de l'Agriculture (DEA) ou son représentant ;

Membres: - le Directeur du Centre national d'élevage et de recherche vétérinaire (CNERV) ou son représentant ,

- le Directeur de l'Environnement et de l'Aménagement rural (DEAR) ou son représentant,
- les Délégués régionaux du Ministère du Développement rural et de l'Environnement (MDRE) ou leurs représentants ,
- trois représentants des organisations professionnelles de l'élevage,

- un représentant des vétérinaires libéraux .

- un représentant de l'Association des chasseurs de Mauritanie.

Le Président du Comité de pilotage invite au Comité toute personne ressource, en particulier les responsables des projets appuyant l'élevage .

Le Comité de pilotage a pour missions essentielles de :

- fixer les modalités de l'organisation structurelle et du fonctionnement du réseau ;
- fixer les objectifs sanitaires du réseau et du fonctionnement du réseau et s'assurer qu'ils sont bien atteints
- s'assurer que celui - ci dispose de moyens suffisants pour son fonctionnement et que ces moyens sont bien mis à disposition des acteurs de terrain dans chaque Délégation régionale .

Le Comité de pilotage se réunit au moins une fois par an, sur convocation de son Président .

Article 5

L'unité centrale est composée de:

Président: le Chef du service chargé de la santé animale à la DEA;

Membres: - un animateur du réseau le Chef de la Division Santé animale à la DEA;

- un gestionnaire des données , le Chef du Service épidémiologie du CNERV;

- un responsable des analyses de laboratoire, le Chef du Service de pathologie infectieuse du CNERV;

- le chargé de communication, nommé par note de service du Directeur de la DEA sur proposition du Président de l'unité centrale;

- un secrétaire, nommé par note de service du Directeur de la DEA sur proposition du Président de l'unité centrale;

- un responsable des Activités relatives à la faune sauvage nommé par note de service du Directeur de la DEA sur proposition du Président de l'unité centrale;

- les Chefs des projets d'appui à l'épidémiosurveillance animale l'unité centrale a pour mission de veiller au bon

fonctionnement du réseau. A ce titre, elle doit en particulier :

- assurer la formation de tous les intervenants du réseau ;
- compiler les rapports et les résultats des analyses de laboratoire et discuter les conclusions de ces analyses ;
- émettre des rapports de synthèse à transmettre aux Directeurs de la DEA, du CNERV et de la DEAR ;
- informer les autorités sanitaires compétentes en cas de découverte d'un foyer de maladie réputée légalement contagieuse ;
- mettre en oeuvre la politique de communication du réseau (en particulier, parution d'un bulletin d'information trois fois par an et diffusion d'émissions radiophoniques et télévisées)
- superviser le travail des acteurs de terrain ;
- préparer les réunions du Comité de pilotage et lui soumettre la liste des maladies à surveiller ;
- concevoir et organiser des enquêtes épidémiologiques ponctuelles et s'assurer de leur bonne réalisation

L'unité centrale se réunit ordinairement au moins une fois tous les deux mois. Elle peut s'adjoindre toute compétence pour l'aider dans la réalisation de ses activités.

Article 6: Les acteurs de terrain sont :

- L'éleveur informateur : il s'agit d'un éleveur professionnel dont les missions sont :
 - recueillir des informations sanitaires concernant son propre troupeau et ceux de son entourage ou de sa région ;
 - transmettre toute suspicion de foyer à l'agent vétérinaire le plus proche ;
 - diffuser aux autres éleveurs les informations reçues par le biais du réseau ;
- L'agent vétérinaire du service public : il s'agit d'un docteur vétérinaire ou d'un assistant d'élevage (ou, à défaut, d'un infirmier d'élevage) en poste dans un chef-lieu de moughataa, un arrondissement ou une localité particulière. Ses missions sont :
 - recueillir des informations sanitaires au cours de son activité au sein de la

Délégation régionale et auprès des éleveurs informateurs ;

- informer immédiatement le Coordonnateur régional du REMEMA de toute suspicion de foyer ;
- effectuer les prélèvements nécessaires au diagnostic de laboratoire ;
- transmettre au Coordonnateur régional du REMEMA un rapport mensuel sur l'état sanitaire de sa zone d'activité
- diffuser aux éleveurs les informations reçues du Coordonnateur régional ;
- L'agent faune sauvage : il s'agit d'un docteur vétérinaire ou d'un assistant d'élevage ou d'un conducteur de l'économie rurale en poste dans un chef-lieu de moughataa, un arrondissement ou une aire protégée. Ses missions sont :
 - recueillir des informations sanitaires concernant la faune sauvage au cours de son activité normale et auprès des personnes en contact avec la faune sauvage ;
 - informer immédiatement le Coordonnateur régional du REMEMA de toute suspicion de foyer parmi la faune sauvage
 - transmettre au Coordonnateur régional du REMEMA un rapport mensuel sur son activité et l'état sanitaire de sa zone d'activité
 - diffuser à ses informateurs les informations reçues du Coordonnateur régional
- Le vétérinaire libéral ou salarié : il s'agit d'un docteur vétérinaire intégré au réseau dont les missions sont :
 - recueillir des informations sanitaires au cours de son activité professionnelle ;
 - informer immédiatement le Coordonnateur régionale du REMEMA de toute suspicion de foyer ;
 - effectuer les prélèvements nécessaires au diagnostic de laboratoire ;
 - transmettre au Coordonnateur régional du REMEMA un rapport sur l'état sanitaire de son secteur ;
 - diffuser aux éleveurs les informations reçues du Coordonnateur régional ;

- Le Coordonnateur régional: il s'agit du vétérinaire ou du technicien d'élevage chargé auprès du Délégué régional, des activités d'élevage, dont les missions sont:

- coordonner l'activité de l'ensemble des acteurs du REMEMA dans la wilaya et s'assurer que les investigations adéquates sont menées en cas de suspicion de foyer;
- centraliser les rapports mensuels, les déclarations de foyers, les prélèvements pour les transmettre à l'unité centrale;
- diffuser aux acteurs de terrain dont il est responsable les informations reçues de l'unité centrale

Article 7: L'activité du REMEMA s'inscrit dans les attributions normales des structures du Ministère du Développement rural et de l'Environnement (DEA, CNERV, DEAR, Délégations régionales) A ce titre, le fonctionnement du REMEMA est assuré par les crédits délégués à ces structures par le Ministère

Le REMEMA peut cependant bénéficier de l'aide des partenaires du développement

Article 8: L'arrêté ministériel R-343/MDRE du 19 avril 1999, publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie du 15 mai 1999, est abrogé

Article 9: Le Secrétaire général du Ministère du Développement rural et de l'Environnement est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel

Arrêté n° R - 001042 du 24 septembre 2002 fixant les conditions d'importation, de détention et de vente des vaccins à usage vétérinaire.

ARTICLE PREMIER - L'importation et la détention des vaccins contre la péripneumonie Contagieuse Bovine (PPCB) et la peste des petits ruminants (PPR) sont du seul ressort de la Centrale d'Approvisionnement en intrants d'élevage.

Article 2 - L'importation et la détention des vaccins contre le Botulisme (type C et D), la pasteurellose, la clavelée, les deux charbons, la dermatose nodulaire sont interdites à toute personne physique ou

morale qui n'est pas détentrice d'une autorisation du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement.

Article 3 - L'autorisation d'importation et de détention est délivrée uniquement au Docteur vétérinaire, sur présentation d'une demande timbrée précisant l'identité du demandeur et accompagnée du dossier ci - après:

- l'autorisation d'ouvrir une officine vétérinaire, délivrée par le Ministère du Développement Rural et de l'Environnement au nom du demandeur ;
- le descriptif détaillé des locaux et des équipements de froid de l'établissement détenu par le demandeur (officine vétérinaire);
- l'engagement du demandeur à respecter les procédures arrêtées en la matière par la direction chargée de l'élevage.

Article 4 - La validité de l'autorisation d'importation et de détention des vaccins autres que ceux de la PPCB et de la PPR est d'une année.

Article 5 - Le nombre des autorisations d'importation et de détention, délivrées chaque année, ne peut être supérieur à cinq.

Article 6 - Les prix de cession aux vétérinaires mandatés et aux éleveurs des différents vaccins sont fixés chaque année par note de service du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement.

Article 7: Aucun vaccin ne peut être cédé gratuitement ou vendu à des supérieurs ou inférieurs à ceux fixés par le département

Article 8: Le vétérinaire autorisé à importer et à détenir des vaccins ne peut s'abstenir de vendre à un vétérinaire privé mandaté que pour des raisons objectives tenant au paiement

Article 9: Le contrôle des établissements de détention et de vente des vaccins à usage vétérinaires est du ressort du service de l'élevage de la Direction, de l'élevage et de l'agriculture et de structures déconcentrées du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement